

Les élections présidentielles mexicaines : parodie électorale ?

(...) À la fermeture du décompte final des bulletins des 300 districts électoraux, Calderon menait par 0,58%. Or, Luis Carlos Ugalde, président de l'IFE (Instituto Federal Electoral), s'est cru autorisé, à partir de cette faible majorité, à le déclarer victorieux, bien que le TEPJF (Tribunal Electoral del Poder Judicial Federal) soit le seul organe, selon la constitution, qui ait la prérogative de reconnaître la validité d'une élection et d'en proclamer le vainqueur. Le président de l'IFE a ainsi soutenu que « le candidat qui a obtenu le plus grand pourcentage de la votation présidentielle est Felipe Calderon du PAN (Partido Accion Nacional) et que la règle d'or de la démocratie établit que gagne le candidat qui a le plus de votes. »

Devant les soupçons -et preuves de plus en plus accablantes- de fraude, Lopez Obrador a déjà indiqué qu'il ferait appel des résultats devant le TEPJF et exigerait que les résultats soient établis à partir d'un nouveau décompte « vote par vote ». Il a également convoqué les citoyens à une assemblée qui a eu lieu le samedi 8 juillet dans le Zócalo, la place centrale de la ville de Mexico. En termes de mobilisation populaire, cette manifestation pourrait avoir des retombées semblables à celles du desafuero, comme l'a souligné en conférence de presse le président national du PRD (Partido de la Revolucion Democratica), Leonel Cota Montaño. Cette crise politique révèle au grand jour la déroute des institutions de la soi-disant « transition démocratique » et elle soulève d'importantes questions concernant la légitimité des institutions créées à cette fin. Avec des dépenses de 11 892 100 000 pesos, l'élection la plus chère de l'histoire mexicaine en aura-t-elle valu la peine ? À travers les manœuvres du président sortant et l'ingérence du PAN dans les décisions de l'IFE, réapparaît une étrange ressemblance avec les années de la « dictature démocratique » du PRI (Partido Revolucionario Institucional). Alors qu'on planifiait déjà un congrès divisé et une présidence difficile à assumer en raison de cette polarisation, c'est plutôt à un pays déchiré que les Mexicains font aujourd'hui face. Devant cet affront à la légitimité populaire, certains ont déjà soutenu que la voie électorale n'était pas la solution.

Certains acteurs et organisations civiles et politico militaires ont déjà dénoncé la fraude électorale et maintiennent qu'un changement social réel ne pourra être mené à terme qu'à la suite d'un changement profond. Pour sa part, le mouvement zapatiste, organisation fondatrice de l'Autre Campagne a, par la voix de son porteparole, le sous-commandant Marcos, dénoncé cette fraude et reconnu Lopez Obrador comme le vainqueur des élections. Du même souffle toutefois, Marcos devait rappeler que les zapatistes, ainsi que les promoteurs de l'Autre Campagne, ne soutiennent ni Lopez Obrador, ni ses réformes qui s'inscrivent dans un cadre néolibéral, ce qui ne les empêche pas de défendre le respect de la volonté populaire.

Finalement, alors que plusieurs analystes politiques parlent déjà d'un coup d'État, d'autres le qualifient de « coup d'État technique de droite ». En effet, « il s'agit d'un coup d'État parce qu'à la volonté légitime des citoyens se sont imposées par la force d'autres autorités; technique parce qu'au lieu de recourir aux Forces armées, des ressources informatiques et cybernétiques furent utilisées pour présenter comme vainqueur des élections celui qui ne l'est pas; et de droite parce qu'il impose la continuité des intérêts conservateurs du gouvernement au pouvoir. » Confronté à cette réalité, le Mexique ne semble pas être au bout de ses peines, surtout si on assiste au retour du spectre des partis d'État et, avec lui, au retour des organisations clandestines contestatrices. Le PAN, dans sa quête du pouvoir et dans sa tentative de se maintenir au pouvoir, pourrait bien mener le Mexique au bord du gouffre démocratique et, tout à la fois, instaurer un contexte menant à la radicalisation des mouvements sociaux.

Emilie E. Joly

Article paru dans La Chronique des Amériques, n°26, en juillet 2006.